

Discours ouverture

Colloque

Les médias : entrepreneurs ou rapporteurs de la mondialisation ?



Laboratoire d'étude
sur les politiques publiques
et la mondialisation

Nelson Michaud, Ph. D.

11 au 13 mai 2006



Université du Québec
**École nationale
d'administration
publique**

LES MEDIAS : ENTREPRENEURS OU RAPPORTEURS DE LA MONDIALISATION ?

Discours d'ouverture

Nelson Michaud, Ph.D.

Professeur agrégé
École nationale d'administration publique

lors du colloque organisé par le Laboratoire d'étude sur
les politiques publiques et la mondialisation

Québec,
11 mai 2006

Madame la Ministre
Monsieur le Directeur général
Chers collègues
Chers amis

Mes premiers mots sont à l'adresse de Madame Gagnon-Tremblay que je désire remercier très sincèrement d'avoir accepté de venir rehausser de sa présence les cérémonies d'ouverture de ce colloque.

Madame la Ministre, vous avez été l'artisane d'un certain nombre d'ententes importantes dans l'histoire du Québec, ententes qui ont permis au Québec de répondre à divers défis que lui amenaient la mondialisation. Je pense, bien sûr tout d'abord à l'entente que vous avez signée avec votre homologue fédérale, madame Barbara McDougall, alors que vous étiez ministre de l'Immigration et des Communautés culturelles du gouvernement de Robert Bourassa. Cette entente a jeté les bases d'une reconnaissance de la spécificité du Québec par rapport à ses besoins démographiques, son développement économique et sa nature politique. L'entente McDougall-Gagnon-Tremblay préfigurait aussi du fédéralisme asymétrique qui est toujours considéré par le gouvernement dont vous faites partie comme étant un outil nécessaire au développement et à l'épanouissement du Québec.

Les événements de la semaine dernière nous ont fourni un autre exemple et, une fois de plus, vous étiez parmi le cercle restreint des artisans qui ont permis au Québec d'avoir une voix à l'UNESCO. En soi, cette nouvelle entente permettra au Québec de franchir un pas de plus vers l'affirmation d'un rôle significatif sur la scène internationale, rôle rendu inéluctable par les pressions que les divers courants de la mondialisation exercent sur les secteurs de politiques publiques qui relèvent des entités fédérées.

Cette entente va toutefois beaucoup plus loin que la présence du Québec à l'intérieur d'un forum onusien : pour la première fois depuis que le Québec s'est investi sur la scène internationale, le gouvernement fédéral admet la légitimité de cette action. Dès le premier article du préambule l'entente reconnaît « qu'au Canada, la spécificité du Québec [...] l'amène à jouer un rôle particulier au niveau international ». Il s'agit d'un aveu que le gouvernement d'Ottawa s'était toujours refusé à faire. On aurait tort de minimiser l'importance de cette percée.

Dans le cadre de cette entente, il est clairement établi que la personne qui représentera le Québec répondra à votre ministère ; il est aussi clairement établi que, quelle que soit la position épousée par Ottawa, le dernier mot, celui de la mise en œuvre, reviendra au Québec, quant aux questions qui relèvent de sa juridiction. Cela constitue des leviers puissants qui faciliteront l'affirmation des priorités du Québec dans les dossiers de sa responsabilité qui sont traités au niveau international.

LE LABORATOIRE D'ÉTUDE SUR LES POLITIQUES PUBLIQUES ET LA MONDIALISATION

Il est une troisième entente, peut-être moins importante du point de vue historique, mais assurément essentielle pour nous tous, dont vous êtes aussi l'artisane. Il s'agit de l'entente que vous avez signée, il y a dix-huit mois, avec le directeur général de l'École, Marcel Proulx, et portant sur l'établissement du Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation.

C'est dans le cadre des travaux du Laboratoire que ce colloque est organisé et j'en profite pour souhaiter la bienvenue à toutes les personnes qui se joignent à nous pour ces deux journées de délibération et de réflexion sur un sujet qui nous touche tous, administrateurs publics, analystes, universitaires ou citoyens. L'universalité de cette question se reflète bien sûr, par la diversité de la provenance des participants : nous venons de partout au Canada, des États-Unis, d'Europe et d'Afrique maghrébine et subsaharienne. Elle se reflète aussi par le large spectre de questions qui seront abordées et qui nous permettront de mieux comprendre les paramètres d'une problématique éminemment complexe.

Susciter des débats de ce type, établir des ponts entre analystes universitaires et praticiens de l'administration publique, voilà des éléments qui sont au cœur du mandat donné au Laboratoire. C'est aussi la dynamique qui caractérise l'École nationale d'administration publique, à laquelle je suis fier d'appartenir. À la fois université dédiée aux études supérieures et école professionnelle pour les gestionnaires publics, l'ENAP a développé au fil des ans cette capacité d'établir des dialogues où l'analyse et la pratique s'enrichissent mutuellement. La dynamique à la base de ce colloque en est la parfaite illustration.

Le Laboratoire travaille à partir de la constatation suivante : compte tenu des effets grandissants de la mondialisation sur les politiques publiques et sur les enjeux tant d'ordre culturel, économique, environnemental, de santé, d'éducation et de sécurité, il est apparu essentiel de répondre à cette préoccupation des impacts de la mondialisation sur la vie des institutions, des entreprises et de la société québécoise. Le Laboratoire est donc un lieu de veille et d'analyse consacré à l'étude des effets de la mondialisation sur le rôle de l'État et sur les politiques publiques au Québec. Son équipe est composée de professionnels de recherche de haut calibre qui se penchent sur chacun de ces secteurs, les scrutent, les analysent et en tirent des éléments propres à une meilleure compréhension à partir des intérêts et de l'expertise des entités fédérées en général et du Québec en particulier.

Les travaux du Laboratoire se déclinent sous forme de rapports, d'analyses, de tables rondes, de bulletins de veille, bien sûr, voire de recherche commanditée. Je vous

invite à consulter le CD qui vous a été remis pour vous familiariser avec notre travail et à nous contacter pour en savoir plus. Mais pour l'heure, vous aurez l'occasion de participer à l'une des explorations que le Laboratoire vous propose : mieux comprendre, dans le contexte de la mondialisation la dynamique qui anime la relation entre les médias et les décideurs publics.

LE CONTEXTE

La question de cette relation est au cœur de plusieurs grandes interrogations. Un survol aléatoire des manchettes au cours des dix dernières semaines nous donne une panoplie d'exemples de ce que peut représenter cette relation entre médias et décideurs publics. Ainsi, à la fin de mars, le président Bush déplorait que ses « bons coups » en matière de politique étrangère ne retiennent pas suffisamment l'attention des médias qui font la sourde oreille et ne rapportent que les éléments moins favorables. Plus près de nous, le Premier ministre Harper a été critiqué pour avoir exercé un contrôle sur les sources d'information émanant de son équipe ministérielle. La couverture médiatique du retour des dépouilles des soldats canadiens tués en service en Afghanistan a aussi soulevé son lot de questions. Et au Québec, la concentration des porte-parole gouvernementaux auprès du ministère du Conseil exécutif a suscité un certain débat.

Les gouvernements ont-ils véritablement la mainmise sur la diffusion des messages ? Même si le Président Bush déplore le traitement qui est réservé à ses politiques, il faut voir ce que les journalistes eux-mêmes en pensent. Ainsi, Ann Applebaum du *Washington Post*, dans un éditorial repris dans le *Irish Times* aux lendemains des attentats du 11 septembre, n'avait aucune hésitation lorsqu'elle a procédé à l'évaluation de l'impact du message présidentiel : « lorsque le Président américain parle, le monde l'entend. » Mais qu'est-ce qui est entendu au juste ?

Une analyse plus poussée des reportages faits des discours présidentiels dans l'immédiat 11 septembre a clairement démontré que le message en question n'était pas entendu de la même façon, qu'on soit au Canada anglophone, au Québec, en France, en Angleterre, en Australie, en Irlande ou aux États-Unis. L'un des facteurs qui ressort pour expliquer cette différence fait appel aux valeurs des différentes sociétés et à la vraisemblable préoccupation des médias pour placer leur reportage au diapason de ces valeurs. Cette dimension irait donc à l'encontre d'une hypothèse voulant que le type d'information véhiculée et les contenus privilégiés soient uniformisés par les valeurs que la mondialisation véhicule.

Par ailleurs, des praticiens chevronnés de la nouvelle proposent des explications qui, sans être totalement divergentes, font ressortir des points de vue différents. Ainsi, dans un monde où l'instantanéité prévaut, dans un univers où le zapping est un mode

d'information en soi, les salles de nouvelles des médias électroniques sont confrontées à des pressions de plus en plus grandes qui les forcent à modifier le type de bulletin qu'elles diffusent. Dans son ouvrage choc, Knowlton Nash, vétéran de la CBC, identifie trois agents qui sont directement responsables de la qualité de la nouvelle : le public, les journalistes et les organismes de nouvelles. "It is too easy to put all the blame on the media, écrit-il. The public itself has to share the blame for citizen apathy for it, too, has responsibilities in a democracy, as well as rights" (Nash, 1998:219). Si la demande de nouvelles n'exige pas du journalisme de qualité, il s'ensuivra une détérioration du niveau des reportages mis à disposition de ce public peu critique.

Pour sa part, James Fallows, l'éditeur du magazine *Atlantic Monthly*, conclut de la façon suivante une réflexion qu'il a menée à la lumière de sa pratique personnelle et d'entrevues qu'il a faites au sujet du contexte dans lequel la nouvelle circule : il a déterminé que les journalistes ont tendance, dans leurs reportages, à se parler entre eux et à un certain nombre d'experts. Il en résulte que le public ne se sent pas partie prenante du processus d'élaboration des politiques, de la vie publique, voire de ce qui est rapporté dans les médias. "When anchormen travel to the site of a flood, or bombing or hurricane, when correspondents do standups from the campaign trail or the White House lawn, they usually seem to be part of a spectacle, competing to hold our attention for a moment, rather than part of a process that would engage us in solving or even considering shared problems." (Fallows, 1996:240)

Comme on le constate, tous ces éléments sont directement liés au cycle de production de la nouvelle auquel il faut ajouter d'autres impondérables : le « beat » qui fait qu'un journaliste assigné à une couverture en particulier peut finir par développer à la fois une expertise et une familiarité avec son sujet, mais aussi un cynisme qui n'est pas sans être alimenté par les « cassettes » que lui servent des intervenants qu'il rencontre trop souvent ; ou encore la compétition qui fait en sorte que, par exemple, au Canada, l'écoumène étant concentré près de la frontière, NBC concurrence parfois davantage CTV que ne le fait le réseau Global ; ou enfin, les ressources limitées qui incitent parfois les médias à recourir à des sources externes pour alimenter leurs bulletins et leurs pages, ce qui force à oublier cette dimension importante liée à la reconnaissance d'elle-même qu'une société considérera dans l'attention qu'elle apportera ou non à un segment de nouvelles donné. Tous ces éléments ne peuvent être négligés, mais ils ne suffisent pas pour rendre compte et comprendre quels sont les véritables enjeux. En fait, la question est encore plus complexe et ceci n'est qu'un aspect d'un monde aux multiples facettes qui doivent être considérées.

LES RÔLES

L'élément le plus important qu'il faut examiner, à mon avis, relève des rôles que les uns et les autres, décideurs publics et médias, sont appelés à jouer dans cette grande équation avec le public et que l'on a nommé « démocratie ». C'est en très grande partie la question qui a inspiré la tenue de ce colloque : qui fait quoi et comment est-ce que cela nous affecte ? Qui va réussir à faire prévaloir sa vision ? Et dans quelles circonstances pourra-t-on dire que cet exercice relève d'une saine démocratie ?

Il y a longtemps que l'objectivité des uns et des autres doit être considérée comme un objectif illusoire à atteindre. Ce constat étant établi, les questions que soulevaient Walter Lippmann, bien avant l'arrivée des réseaux d'information continue et d'Internet n'ont pas perdu de leur pertinence : "How is any practical relationship established between what is in people's heads and what is out there beyond their ken in the environment ? How, in the common language of democratic theory, do great numbers of people feeling each so privately about so abstract a picture, develop any common will? How does a simple and constant idea emerge from this complex of variables? – Une question particulièrement actuelle dans un contexte mondialisé! – How are those things known as the Will of the People, or the National Purpose, or Public Opinion crystallized out of such fleeting and casual imagery?" (Lippman, 1997:125)

C'est en explorant le rôle joué par deux protagonistes au centre de cette dynamique que le colloque amorcera une réflexion qui nous permettra de répondre en partie à ces questions. En tentant de comprendre la chimie qui s'opère entre les décideurs publics et les médias dans un environnement où les frontières nationales n'exercent plus la même influence qu'auparavant, il sera intéressant de saisir du coup la nature de chacun de ces acteurs.

Du côté des décideurs publics, il ne fait aucun doute que l'allégorie utilisée par Nacos, Shapiro et Iserna (2000) repose sur une réalité incontournable : les décisions se prennent dans une maison de verre. Il s'agit sans aucun doute d'une application fondamentale de la règle démocratique. Toutefois, le processus de prise de décision doit parfois bénéficier d'une réflexion arrêtée, à l'abri des regards lapidaires qui poussent à réagir au quart de tour alors que la situation exige une analyse fine d'une situation ayant généré quantité d'information complexe. Par ailleurs, les décideurs publics possèdent une connaissance des dossiers et une expertise que peu de personnes du monde des médias peut prétendre avoir. Comme l'a démontré Warren Strobel dans son étude de l'influence des médias sur les décisions concernant les opérations de paix (1997), plusieurs facteurs autres que la pression médiatique servent à expliquer la décision d'engager, de maintenir ou de terminer une opération donnée.

Pour sa part, Phil Seib – que nous aurons l’occasion d’entendre comme conférencier principal demain midi – apporte un autre éclairage ; pour lui, cela ne fait aucun doute : « The news media do influence foreign policy » (1997 :139). On le constate, ici encore, les conclusions des uns et des autres ne nous permettent pas de tirer une réponse univoque, sans nuance et l’exploration que nous ferons des diverses questions soumises à notre réflexion permettra d’apprécier la profondeur du niveau de nuance qu’il faut apporter.

Ces nuances seront aussi nécessaires lorsque nous considérerons l’autre segment de l’équation, soit les acteurs médiatiques. Car, pour comprendre si les médias exercent véritablement un certain pouvoir sur les décideurs publics, il faut d’abord prendre conscience des sources où s’abreuve ce pouvoir.

En fait, la première et principale source du pouvoir des médias se situe dans leur nature même, soit celle de nous fournir de l’information. Ils sont en mesure d’aller chercher cette information qui nous est souvent inaccessible, de la calibrer et de la diffuser selon les paramètres qu’ils retiennent : on n’a qu’à songer au traitement réservé par *La Presse* et *Le Devoir* à des questions de relations fédérales provinciales pour s’apercevoir que l’accent n’est pas mis au même endroit. Une distinction semblable existe pour d’autres sujets dans la couverture offerte par le *Toronto Star* ou le *National Post*. Et que dire des opinions éditoriales de *Fox News* ?

Malgré ces tendances avérées, le rôle de la presse et des médias a maintes fois été au cœur de grands mouvements démocratiques, aussi bien en France au siècle des Lumières, qu’aux États-Unis où le fédéralisme n’aurait probablement jamais été mis en œuvre sans les écrits de *Publius* ou même au Canada alors que Joseph Howe a gagné, par ses écrits, la reconnaissance de la liberté de presse et le contrôle démocratique des décisions du pouvoir exécutif. En ce début de XXIème siècle, alors que les kilo-octets voyagent à la vitesse de la lumière, alors que les sources d’information semblent se multiplier, sans pour autant présenter une information plus fondée – n’importe qui peut lancer une « nouvelle » sur Internet – ni plus diversifiée, nous sommes en droit de nous demander si nous sommes pour autant mieux informés.

Et, en bout de ligne, c’est peut-être l’interrogation de David Taras qui vient nous hanter : il faut se demander si en réalité les citoyens ne sont pas en fait exposés à une variété de plus en plus restreinte d’une information qui est pourtant nécessaire pour qu’ils prennent des décisions de façon éclairée – ce qui est, en bout de ligne, la véritable expression de la démocratie. Taras souligne que, malgré les apparences, “our media worlds are growing smaller rather than larger. They are becoming less open and less diverse even as they seem to be expanding, even exploding, in so many different directions.” (Taras, 1999:219) L’uniformisation comme contre-effet de la mondialisation ne tendrait-elle pas à imposer aux décideurs publics des normes qui ignorent les spécificités locales ?

« SOFT POWER » ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Ces dernières questions sont d'autant plus pertinentes qu'il faut considérer l'usage qui est fait de cette information et des politiques qui en découlent. Nous touchons du coup l'élément le plus sensible qui est, en fait, celui-là même qui exige que nous fassions une réflexion sur ces questions.

Il n'y a pas si longtemps, la puissance d'un État reposait presque uniquement sur sa force de frappe militaire. Du moins, c'est ce que nous proposent les analystes réalistes de la politique étrangère. Du coup, un État fort sur le plan international pouvait se dégager une marge de manœuvre voulue pour établir ses politiques intérieures en toute quiétude. C'est le modèle ancien de voir le monde : Thucydide, Hobbes (1651), Machiavel (1532), Morgenthau (1985), Waltz (1979), Mearsheimer (2001) en sont les hérauts et leur vision a prévalu longtemps. Au temps de la guerre froide, ils avaient leurs adeptes et ceux-ci sont encore fort actifs dans les cercles décisionnels qui cherchent à préserver l'hégémonie américaine. Pour ces analystes, même l'économie – qu'ils qualifient volontiers de *low politics* – doit céder le pas aux questions de sécurité et de puissance militaire.

Cette façon de voir n'est pas la seule. Il y a tout le courant qui, depuis le milieu des années 1970 et à la suite des travaux de Keohane et de Nye (2001), ont tenté de remettre le tout en perspective, notamment en considérant l'économie et les institutions internationales comme éléments tout aussi important dans la détermination du rôle et de l'influence des États dans le concert des nations. En fait, c'est encore Nye (2004) qui a amené un nouveau concept, celui de « Soft Power » qu'il oppose à la force brute – le hard power – des ogives nucléaires, pour nous aider à comprendre une partie de la nouvelle donne internationale.

Le Soft Power n'est autre chose que la capacité d'un État à amener un autre État à penser comme lui. L'effet s'étend bien sûr aux populations qui, en régime démocratique, sont interpellées au premier chef, par l'appui qu'elles donnent ou retirent aux initiatives que prendra l'État. Les armes dont disposent les États à l'intérieur de ce nouveau paradigme sont essentiellement ce que les analystes ont identifié comme étant la diplomatie publique, soit la capacité d'un État donné de rejoindre directement et d'influencer la population d'un autre État en projetant une image favorable aux intérêts de l'État initiateur et en réussissant à convaincre la population visée. Comment arriver à atteindre cet objectif de conviction d'une tierce partie sinon par l'utilisation appropriée de l'information à diffuser ?

En y réfléchissant un peu, on se rend vite compte de la portée que cette nouvelle approche peut avoir. Elle n'a rien pour plaire aux généraux du Pentagone, mais elle a l'immense avantage d'être moins onéreuse, moins dévastatrice et moins choquante qu'une agression armée. Au surplus, les populations qui en font l'objet, plutôt que de se sentir

envahies, asservies, ou colonisées, vont adhérer à la nouvelle vision et vont se sentir partie prenante du jeu d'autant plus que l'opération est bien réussie.

Est-ce bien différent de ce qu'en d'autres temps on appelait de la propagande ? Quelle que soit l'étiquette que l'on choisisse d'accoler au phénomène, il demeure que, dans notre univers mondialisé, décideurs publics et médias sont au centre de cette nouvelle forme de conquête dont on soupçonne à peine les effets. Comme le souligne Bertrand Badie, « la coercition peut être moins opérante qu'une hégémonie fondée sur un consentement plus ou moins actif des dominés. Le gladiateur s'efface soudain devant le séducteur pour imposer une autre lecture de la puissance, fondée cette fois sur l'effet de socialisation visant à attirer le plus faible dans un univers de biens matériels et symboliques favorable au plus fort. » (2004:61-62). Insistant qu'il faut voir que les sociétés prennent leur revanche sur les États, il conclut : « Loin de conduire à la formation d'une 'société civile mondiale', tous ces changements n'aboutissent qu'à un conglomerat de relations sociales transnationales, assez fortes pour bousculer la puissance, mais trop faibles pour lui opposer un nouveau partenaire » (2004:281).

Nous sommes donc à une croisée de chemins, à un moment où notre monde se redéfinit de manière encore plus profonde que les apparences de la mondialisation ne le laissent supposer. Dans ce contexte, autant les décideurs publics qui veulent troquer l'armure du gladiateur pour les atours du séducteur que les médias qui jouent à la fois les Mars et les Mercure ne peuvent être ignorés si nous voulons comprendre, ne serait-ce qu'un peu mieux, vers où nous nous dirigeons.

PRÉSENTATION DU COLLOQUE

Voilà donc quelques pistes de réflexion qui vont nous permettre de cheminer au cours des prochains jours. Pour nous aider à les explorer plus à fond, plusieurs personnes ont accepté l'invitation du Laboratoire ou ont soumis des propositions de communication. Comme je le mentionnais plus tôt, il est intéressant de noter la dynamique qui animera l'ensemble des panels thématiques : dans le cadre de chacun d'eux, il nous sera possible de considérer les points de vue de l'analyste universitaire, du décideur public et du praticien des médias. Il sera intéressant de noter les points de convergence et de divergence à l'intérieur de chacun des panels, mais aussi pour l'ensemble des panels. Les thèmes retenus sont parmi ceux dont traite le Laboratoire dans ses travaux : sécurité, culture, environnement et santé.

Les panels qui font le point sur les nouvelles tendances de la recherche viendront compléter cette approche en nous faisant partager les grands axes d'analyse qui nous permettront de mieux comprendre divers aspects de ces mutations profondes qui se déroulent sous nos yeux et que nous percevons pourtant à peine.

Ainsi, nous aurons l'occasion d'échanger avec des chefs de gouvernement, des journalistes de réputation internationale, des universitaires qui ont marqué ce champs d'analyse et des praticiens de l'administration publique, ex-ministres ou fonctionnaires de haut rang qui ont été au cœur de cette dynamique unique qui a été retenue comme objet du colloque.

Enfin – et il ne s'agit pas de la moindre dimension – vous toutes et vous tous qui avez accepté l'invitation à venir participer à ces échanges, vous nous apporterez, par votre propre vision, votre propre expérience et vos propres préoccupations, des éléments supplémentaires à notre réflexion. Je vous invite à ne pas hésiter et à intervenir tout au long de nos échanges pour faire en sorte que nous aurons tous, à la sortie de ces deux jours, une meilleure compréhension du rôle des médias comme entrepreneurs ou rapporteurs de la mondialisation par rapport à l'élaboration de nos politiques publiques.

Je vous souhaite un excellent colloque !

Bibliographie

Badie, Bertrand. 2004. *L'impuissance de la puissance - Essai sur les nouvelles relations internationales*. Paris: Fayard.

Fallows, James. 1996. *Breaking The News: How the Media Undermine American Democracy*. New-York: Pantheon Books.

Hobbes, Thomas, 1651. *Léviathan*. Paris: Gallimard.

Keohane, Robert O. et Joseph Nye. 2001. *Power and Interdependence*. Thrid Edition, Toronto: Longman.

Keohane, Robert O.. 1984. *After Hegemony: Cooperation and Discord in the Worl Political Economy*. New-Jersey: Princetown University Press.

Knowlton Nash. 1998. *Trivia Pursuit : How Showbiz Values Are Corrupting the News*. Toronto: McClelland and Stewrad Inc.

Lippman, Walter. 1997. *Public Opinion*. New-York: Free Press Paperbacks.

Machiavel, Nicolas. 1532. *Le Prince*. Paris: Libro.

Mearsheimer, John J. 2001. *The Tragedy of Great Power Politics*. New-York: Norton & Company, Inc.

Morgentbau, Hans J. (Revised by Kenneth W. Thompson). 1985. *Politics Among Nations: The Struggle for Power and Peace*. Sixth Edition, New-York: McGraw Hill.

Nacos, Brigitte L., Robert Y. Shapiro et Pierangelo Isernia. 2000. *Decisionmaking in a Glass House: Mass Media, Public Opinion, and American and European Foreign Policy in the 21st Century*. Lanham: Rowman and Littlefield Publishers, Inc.

Nye Joseph S., Jr. 2004. *Soft Power: The Means to Success in World Politics*. New-York: Public Affairs Press.

Seib, Philip. 1997. *Headline Diplomacy: How News Coverage Affects Foreign Policy*. Westport: Praeger Publishers.

Strodel, Warren P.. 1997. *Late-Breaking Foreign Policy: The News Media's Influence on Peace Operations*. Washington: United States Institute of Peace.

Taras, David. 1999. *Power & betrayal in the Canadian Media*. Petuborough: Broadview Press.

Thucydide. *L'histoire de la guerre du Péloponnèse*. Paris: Robert Laffont.

Waltz, Kenneth N. 1979. *Theory of International Politics*. New-York: Random House.



Le Laboratoire d'étude sur les politiques publiques et la mondialisation a été créé en 2004 par une entente de partenariat entre le Ministère des Relations internationales et l'ENAP. Le Laboratoire est un lien de veille et d'analyse consacré à l'étude des effets de la mondialisation sur le rôle de l'État, et sur les politiques publiques au Québec, et ce sur les enjeux d'ordre culturel, économique, environnemental, de santé, d'éducation et de sécurité. Il est apparu essentiel de répondre à cette préoccupation des impacts de la mondialisation sur la vie des institutions, des entreprises et de la société québécoise.

Direction scientifique : Nelson Michaud, Ph. D.
Directeur associé : Paul-André Comeau

Pour plus d'information ou si vous avez des renseignements à nous transmettre, vous pouvez contacter :

Véronique Dumesnil, adjointe du Laboratoire
Téléphone : (418) 641-3000 poste 6467
veronique.dumesnil@enap.ca ou leppm@enap.ca

Les publications du Laboratoire peuvent être consultées sur le site Internet :

www.leppm.enap.ca

